

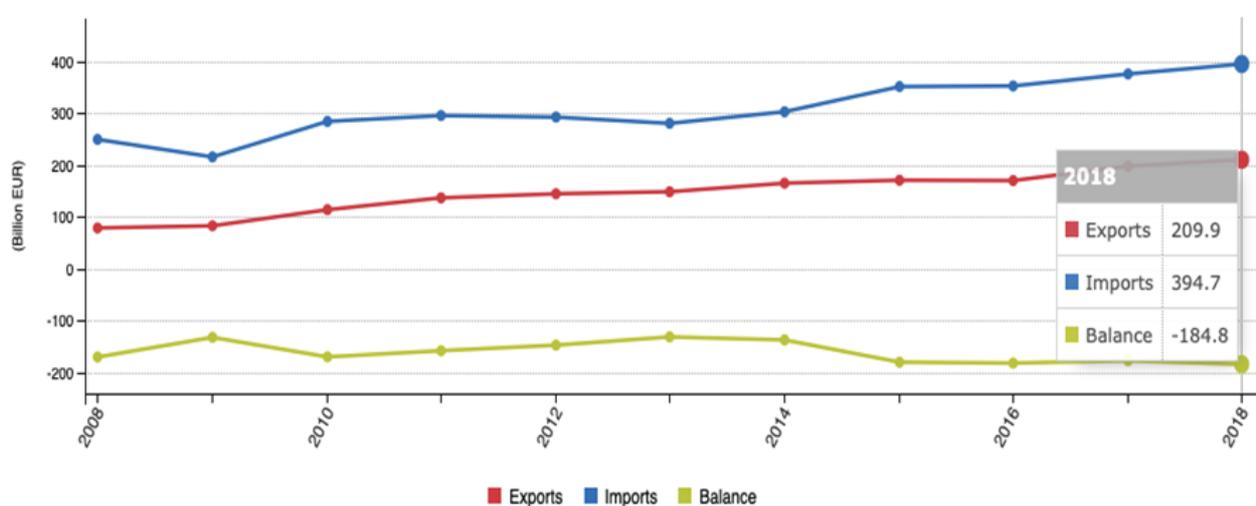
A la recherche des chevaux de Troie dans les relations entre l'Union européenne (UE) et la Chine

par Nicolas Ravailhe¹

L'Union européenne est-elle sous l'emprise de lobbies puissants ? européens ? chinois ? autres ? Pour répondre à ces interrogations récurrentes, peut-on identifier les chevaux de Troie qui bloqueraient une réaction collective et ferme de l'Europe ?

1. Relations commerciales entre UE et Chine

Imports, exports and trade balance in goods between the EU and China, 2008-2018



Source: Eurostat (online data code: ext_lt_maineu)

eurostat

Dans la gouvernance européenne, à l'intérieur du « cœur décisionnel européen »

Si l'intérêt général européen est constitué, au sens français, comme étant celui de la société européenne, une action - chiffre des échanges commerciaux, enjeux en matière de droits de l'Homme ou d'écologie... à l'appui, s'impose face à la Chine. Face et pas contre, l'objectif européen consiste à établir une relation respectueuse et équilibrée.

Considérer que l'Europe est bloquée serait une erreur et une cause de « faux procès » à lui adresser. Les processus décisionnels européens peuvent évidemment être améliorés mais rien n'interdit la mise en œuvre d'initiatives européennes face aux stratégies chinoises.

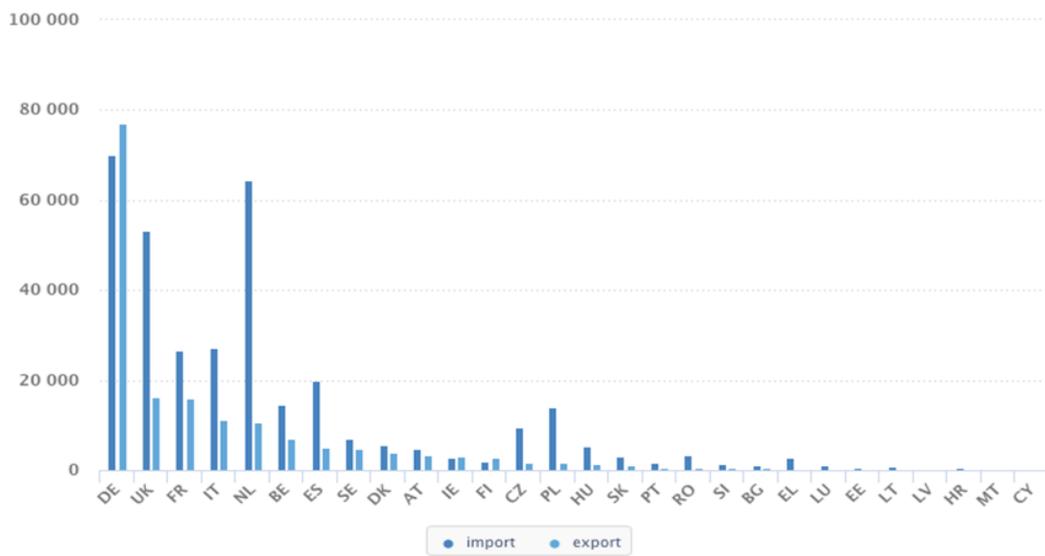
En ce sens, le « nous - européen » décisionnel procède d'un jeu d'acteurs institutionnels, des politiques, des fonctionnaires, des experts ... et du secteur privé allant des lobbies aux ONG et groupes sociaux bien organisés. Presque tout le monde est « sur la scène ». Pourtant aucune majorité ne se dessine en Europe pour exercer des négociations de puissance à puissance.

¹ Nicolas Ravailhe est en charge des « Affaires européennes » au sein du cabinet Euraegis à Bruxelles. De nationalité française avec un cursus universitaire en droit et une formation d'avocat spécialisé dans le droit européen, Nicolas dispose de plus de vingt-cinq années d'expérience au sein des institutions européennes, Parlement européen, Comité des Régions, et Commission européenne. Sa formation de juriste permet d'intégrer l'ensemble des problématiques législatives, réglementaires et financières européennes.

Certains acteurs économiques européens ont mieux tiré leur épingle du jeu que d'autres dans les relations avec la Chine. En conséquence, ils ont tendance à figer tout rapport de force. Conscients que la situation n'est pas sans risque, ces derniers peinent néanmoins à la remettre en cause. Un adage bien connu trouve corps « tout ce qui bon à prendre maintenant, doit être pris ». Le think tank du Parlement publie plusieurs informations très éclairantes. Elles facilitent l'identification de la présence de chevaux de Troie à l'intérieur du « nous - européen ».

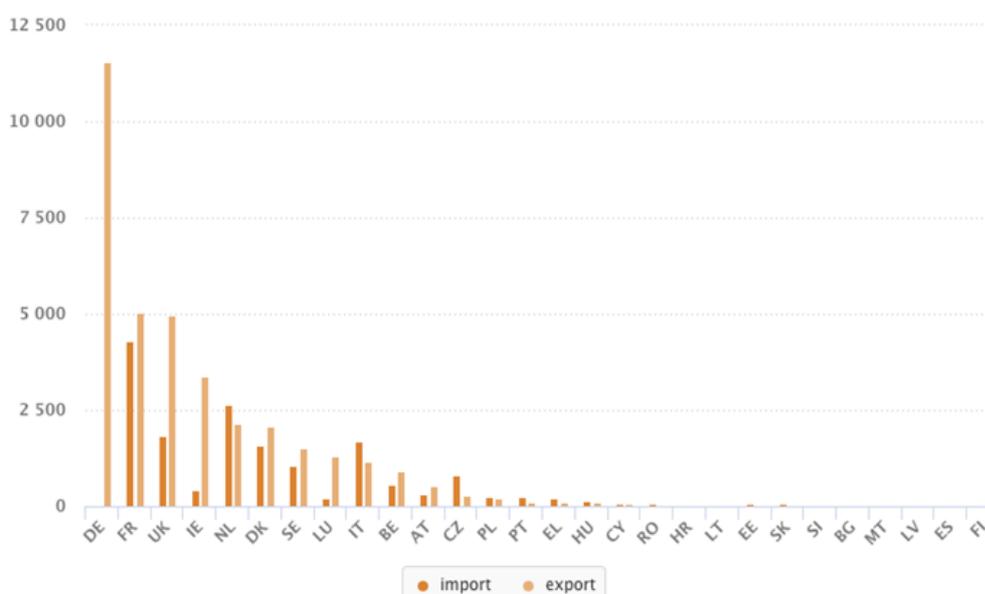
2. Importations / exportations de biens entre UE et Chine par Etat membre

EU MEMBER STATE TRADE WITH CHINA (IN MILLION EUROS)



3. Importations / exportations de services entre UE et Chine par Etat membre

EU MEMBER STATE TRADE WITH CHINA (IN MILLION EUROS)



L'Allemagne et son organisation à l'export

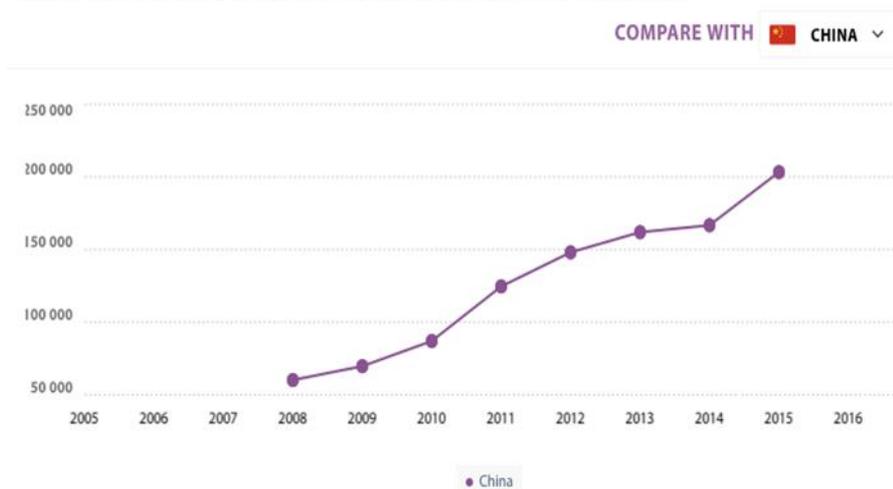
De tous les pays européens, l'Allemagne est le seul à connaître un solde positif d'échanges commerciaux avec la Chine. Cette situation est avérée pour les exportations de biens manufacturés et davantage encore pour les services. Cet Etat membre, omniprésent dans les choix européens, n'a donc pas d'intérêt immédiat à agir.

La présence de la ministre allemande de l'éducation partie avec E. Macron en voyage officiel en Chine ne devrait pas contribuer à altérer les relations avec Pékin ou à même afficher la moindre approche européenne coordonnée au-delà de la symbolique recherchée.

De plus, les chiffres des investissements directs étrangers (IDE) en relation avec la Chine sont en augmentation constante.

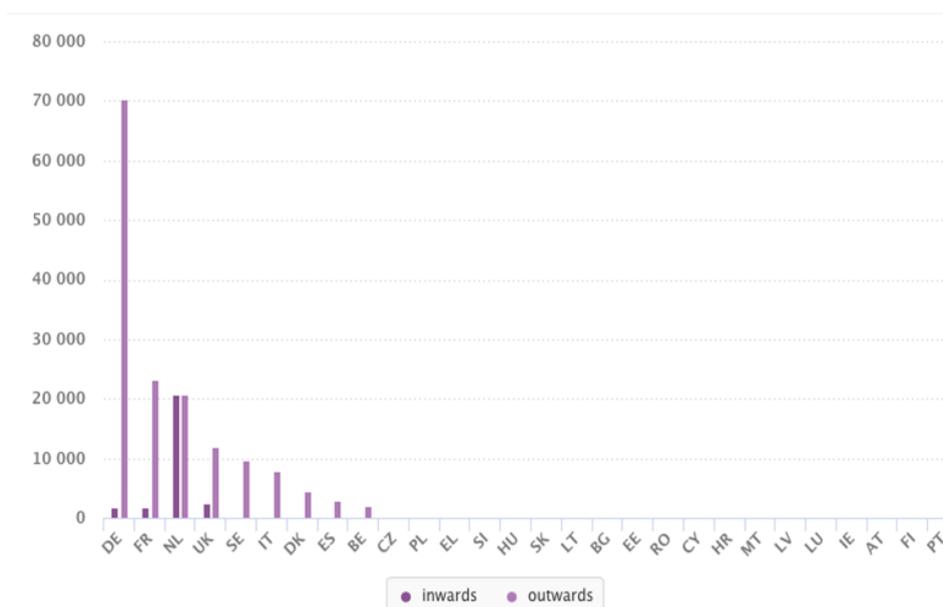
4. Croissance des investissements dans la relation UE - Chine

EU FOREIGN DIRECT INVESTMENTS (FDI) (IN MILLION EUROS) WITH CHINA



5. Investissement directs entrants - Chine et sortants - UE par Etat membre

EU FOREIGN DIRECT INVESTMENTS WITH CHINA BY MEMBER STATE (IN MILLION EUROS)



Il est loisible de constater que finalement la Chine investit peu chez nous même si la tendance serait inversée depuis plusieurs mois. Les investissements européens en Chine ont été et demeurent si importants que leur sécurisation s'apparente à une « prise d'otage économique » de peur de les perdre. Les hypothèses de durcissement des relations entre Européens et Chinois affolent. L'Allemagne est particulièrement exposée, la France dans une moindre mesure. Une convergence d'intérêts de ces deux Etats réunis en matière d'IDE, et asymétrique sur le commerce des biens, ne facilite pas les actions de l'UE.

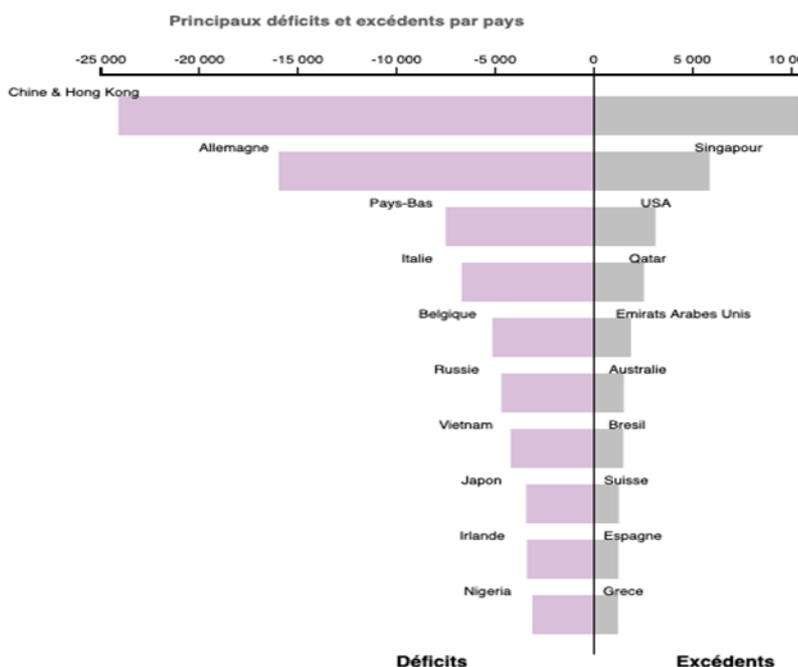
Les Pays-Bas et leur puissance commerciale historique ?

Le cas néerlandais est sans doute le plus significatif. Cet Etat membre a été au rang des moins combattifs pour exercer une puissance européenne face à la Chine. Pourtant, il est de loin le plus déficitaire dans les relations commerciales de biens (cf. graphique 2). Les Pays-Bas ont un niveau d'importation en provenance de Chine pratiquement au niveau de l'Allemagne, pour une population et une superficie bien moindre. Le niveau des exportations des Pays-Bas en Chine est en comparaison très faible.

L'explication se trouve dans le marché intérieur européen, véritable machine de « blanchiment » des importations néerlandaises de produits chinois via les ports de l'Europe du Nord à commencer par celui de Rotterdam. Le déficit commercial des Pays-Bas avec la Chine est compensé par des exportations très excédentaires dans le marché intérieur européen.

En effet, une analyse du commerce extérieur français montre que la relation directe entre la France et la Chine est responsable d'environ 50 % du déficit commercial français, à hauteur de plus de 30 milliards d'euros, de manière constante depuis plusieurs années. L'Allemagne représente environ 25 % du déficit avec 15 à 17 milliards, principalement par ce qu'elle produit chez elle ou en Europe de l'Est. Puis, viennent les Pays-Bas, plus de 8 milliards, alors que leur capacité de production est bien éloignée de celle de l'Allemagne !

6. Echanges commerciaux français par pays (source Douane française 2019)



Si les Pays-Bas connaissent en France un excédent à hauteur de la moitié de l'excédent commercial allemand, ce n'est pas lié à leurs activités économiques internes mais au fait de profiter du marché intérieur européen pour vendre des produits chinois. Une activité de « hub » et de commerce pratiquée depuis des siècles. L'Europe est pour eux une extension du Bénélux.

Il conviendrait donc d'ajuster les données du déficit commercial français qui va au-delà de la relation économique directe avec la Chine. Elles sont, via les Pays-Bas, en réalité bien supérieures à ce qui est indiqué dans le graphique 6 de la Douane française.

En outre, les Pays-Bas constituent le seul pays d'Europe à avoir un niveau équilibré d'investissements directs avec la Chine (cf. graphique 5). En d'autres termes, ils sont, en raison d'outils juridiques et fiscaux « adaptés », la tête de pont des investissements chinois qui, par le truchement du marché intérieur, se répandent ensuite sans barrière en Europe via la libre circulation des capitaux.

Et la Belgique sur un mode identique

Etant donné l'importance de l'excédent commercial belge en France, plus de 5 milliards d'euros - graphique 6 / Douane française - et le niveau des importations chinoises en Belgique - graphique 2 / UE-Chine, il est fort probable que le port d'Anvers joue le même rôle de cheval de Troie dans le marché intérieur européen que le port de Rotterdam !

Certes, une des blagues préférées des Belges est : « comment faire fortune ? Tu achètes des Français au prix qu'ils valent et tu les revends au prix qu'ils croient valoir » trouve tout son sens dans ces chiffres.

La Belgique est loin d'être exclusivement un « faux nez » chinois. Elle dispose d'une capacité à acheter en France pour revendre ensuite en France. Des entreprises françaises sont souvent complices. Les centres Leclerc ont fait l'objet d'une condamnation de 117 millions d'euros par Bercy, objet d'un contentieux sur fondement droit européen, pour voir créer un « hub » en Belgique afin de contourner une loi française.

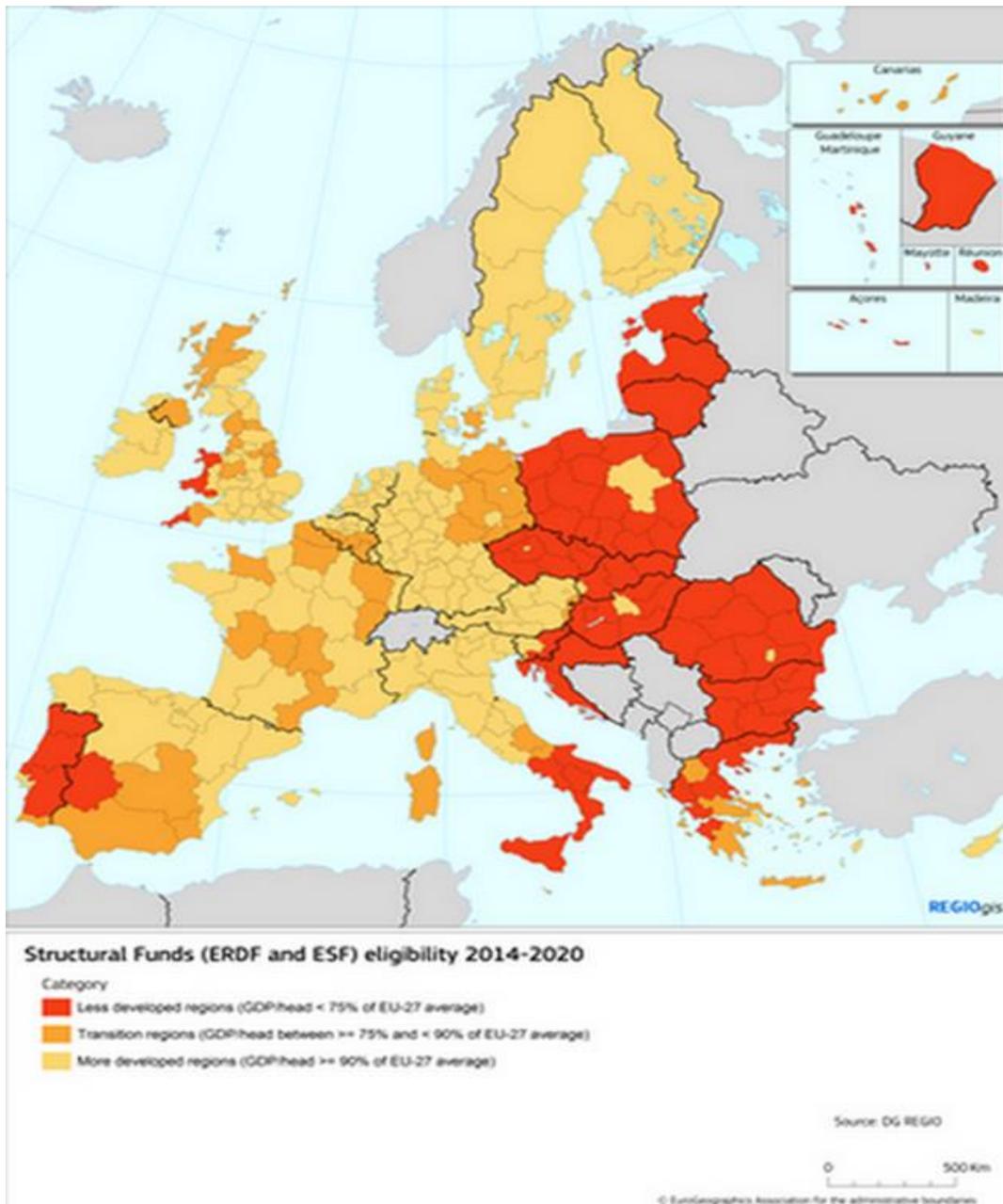
Ainsi, le déficit commercial français via des « hubs » belges ou néerlandais en provenance de Chine ne serait pas aussi problématique si des intérêts économiques croisés venaient en compensation. L'achat de F35 « made in USA » par la Belgique et les Pays-Bas au lieu de Rafales « fait en France », sans réactions « appropriées » des autorités françaises, illustre la douloureuse réalité de l'état du patriotisme économique européen ... Tout se tient - CQFD -.

Les « 16 + 1 » ou la relation spécifique des pays d'Europe centrale et orientale avec la Chine ?

La dénomination de « 16+1 » est composée de 16 pays d'Europe centrale et orientale : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, pour l'UE auxquels ils convient d'ajouter : Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Albanie et Macédoine. Il s'agirait pour la Chine de renforcer la sécurisation de la route de la soie par des investissements importants dans ces pays.

En observant la carte des financements européens disponibles dans les régions des Etats membres concernés, très bien dotés avec des taux de cofinancements élevés (85 % des coûts), l'intérêt qu'ils représentent pour la Chine est manifeste.

7. Carte des fonds européens, en rouge les régions les moins développées bénéficiant des aides les mieux dotées.



Ces montants sont principalement financés par les contribuables du nord et de l'ouest de l'Europe mais ils sont disponibles pour des projets associant des opérateurs économiques de tous les pays. Plusieurs polémiques ont eu lieu concernant des entreprises chinoises s'étant vues attribuer des marchés dans ces Etats avec des fonds octroyés par l'UE.

La Grèce pourrait être ajoutée aux Etats membres mentionnés ci-avant. La Chine a habilement profité de la privatisation du port du Pirée avec des fonds européens.

Le Portugal peut être également cité à travers l'opposition « cocasse » des USA, une mise en garde adressée aux européens, quand le groupe *China Three Gorges*, appartenant à l'Etat chinois, a voulu renforcer sa participation dans Energia de Portugal !

Ces pays sont donc attractifs en raison de fonds européens abondants et de politiques européennes - le semestre européen - qui, sous couvert de règles communes de gouvernance économique comme les privatisations d'entreprises publiques, contribuent à faciliter les investissements étrangers en Europe.

Les pays à fort potentiel d'innovation dans l'Europe du Nord ?

L'Europe du nord ne doit pas être omise de la liste relative aux investissements chinois. La performance des entreprises et le potentiel d'innovation financés par les programmes de recherche et développements européens sont observés et captés.

Un exemple est éloquent dans le secteur des énergies renouvelables. Après avoir anéanti le potentiel européen de production de panneaux photovoltaïques, la Chine a investi le secteur éolien. L'entreprise chinoise Envision a investi au Danemark dans un centre de recherche avec des entreprises locales. Elle a été largement soutenue par la dynamique du programme européen H2020 (cf. le projet Ecoswin). Ce choix est d'autant plus judicieux que les députés européens danois, (droite PPE et gauche S&D), ont régulièrement fait du lobbying au sein des institutions européennes, avec l'Association danoise des énergies, pour le secteur éolien.

8- Exemple de lobbying danois au Parlement européen



Enfin, des pays tiers à l'UE et qui disposent d'accords particuliers avec elle ?

Certains Etats, non-membres de l'UE, ont des relations fortes avec la Chine. Le Pakistan peut être mentionné avec des effets sur l'économie européenne. Un think-tank influent et proche de la mouvance sociale-démocrate allemande en analyse même les opportunités et peu les menaces.

L'UE accorde au Pakistan le bénéfice du programme européen GSP+ dont l'objet est de faciliter la pénétration du marché européen à des pays en voie de développement, sous conditions de convergences positives en matière de droits de l'Homme.

Considérant ce dernier aspect, l'octroi du dispositif GSP+ est déjà très contestable. De plus, les exportations chinoises au Pakistan sont très importantes dans des secteurs où le Pakistan exporte vers l'UE. L'Europe ou plutôt les groupes influents qui ont conduit à cette décision d'octroi GSP+, contribuent alors à renforcer la logique de « hub chinois » vers l'Europe.

Par ailleurs, le cas de la Turquie mériterait d'être étudié dans ses relations avec la Chine. L'accord de libre-échange dont elle bénéficie avec l'UE pourrait jouer un rôle important dans ses relations étroites avec la Chine.

Cette liste de chevaux de Troie n'est évidemment pas exclusive et d'autres exemples peuvent être recherchés. L'absence de contrôles européens sur le miel contrefait en Chine a beaucoup fait réagir. Surtout, il tend à montrer que le problème n'est pas chinois mais européen.

L'habileté et l'intelligence stratégique de la Chine lui appartiennent. Si cette situation perdure depuis des années, c'est en raison de choix opérés par les européens. Les décisions européennes font l'objet de compromis entre eux. En amont, des rapports de force de puissance s'exercent au sein de l'UE.

La France n'est pas démunie pour agir mais l'efficacité de ses actions interroge.

Un paradoxe est à relever. Une des raisons de la « prudence » française trouve son origine dans un déni inhérent à la nécessité de protéger le projet européen des critiques sur les activités de l'UE. Nous devrions être confrontés à une logique inverse. Sans réaction rapide et forte pour corriger les déséquilibres susmentionnés, le projet européen sera fortement contesté et donc très menacé.

Cela ne participe pas d'un voyage en Chine avec quelques représentants allemands ou d'une rencontre au sommet à Paris en présence de la chancelière allemande et du président chinois qui n'ont aucun impact notoire sur les décisions de l'UE. Au contraire, ce type d'initiative amuse et/ou exacerbe l'ensemble des pays européens non invités. Ils n'en sont que renforcés afin d'optimiser ces stratégies de chevaux de Troie tout en accusant la France d'agir au nom de l'Europe pour mieux défendre ses intérêts spécifiques !

Une réaction européenne coordonnée se travaille, sans invité chinois, de concert avec les Etats européens et les institutions européennes concernées. A défaut, « diviser pour mieux régner » demeurera une brèche très efficace pour la Chine. Tel est le cas lors de chantages aux investissements ou aux représailles adressés à des Etats comme à des entreprises / filières économiques.

Il n'est nul besoin d'agir comme les Etats-Unis d'Amérique face à la Chine. L'Europe ne recouvre pas les mêmes réalités institutionnelles ou « culturelles ». En revanche, il est manifeste qu'elle doit réagir et elle en a les moyens. Pour les déclencher, une action très forte de la France est nécessaire. En tout état de cause, compte tenu des impacts sur son économie, la France ne peut pas exclusivement attendre que l'UE agisse sauf à menacer son pacte social. Une des raisons majeures de l'appauvrissement et de l'incapacité à financer la santé, les écoles et la sécurité ... en France trouve sa source dans ce qui précède. La réponse procède de logiques d'intelligence économique par la mise en place, à l'initiative de l'Etat et des territoires, d'initiatives coordonnées et pluridisciplinaires efficaces (innovations, législations, financements, géopolitique, initiatives politiques ...).

Nicolas Ravailhe